

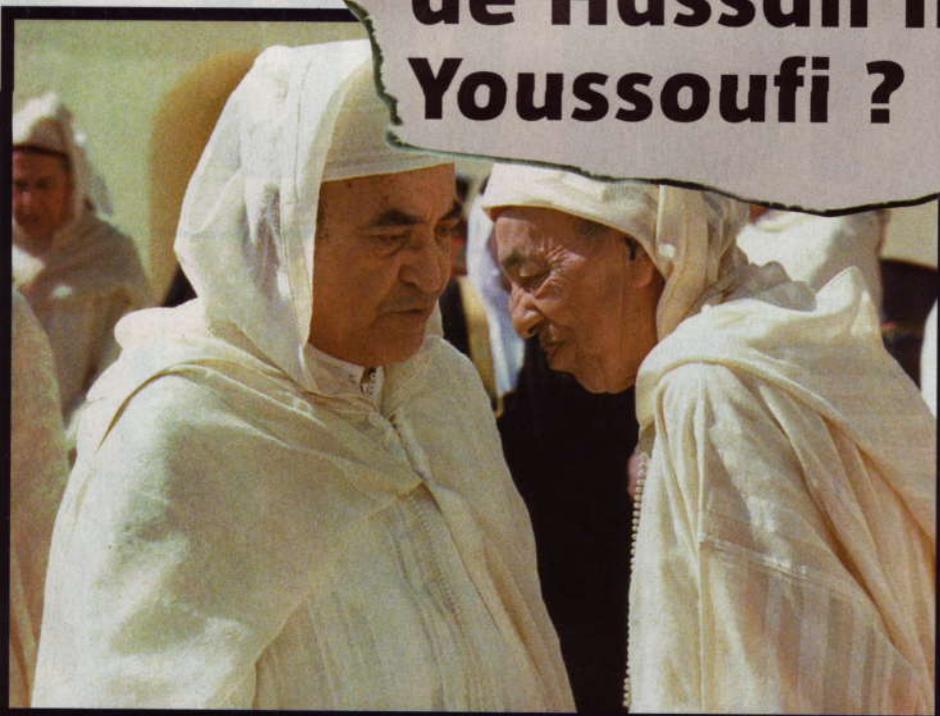
Qui est derrière le 16 mai ?

Trois ans après les attentats du 16 mai à Casablanca, on ne dispose toujours pas d'une version complète et officielle sur ce qui s'est vraiment passé ce vendredi-là. Ni Mustapha Sahel, l'ex-ministre de l'Intérieur, ni Hamidou Laânigri, alors patron de la DST, n'ont estimé indispensable de présenter devant le Conseil de gouvernement ou devant le Parlement un rapport ou juste un compte-rendu sur ces événements tragiques. A défaut, on a eu droit depuis à un foisonnement d'informations et à une multitude d'hypothèses sur les véritables instigateurs de ces attentats. Entre la thèse d'Al Qaïda, vite abandonnée, l'étrange mort de Moul Sebbate, présentée à titre posthume comme l'une des têtes pensantes de ces opérations meurtrières, et la piste de Mohamed Guerbouzi, dont Laânigri est convaincu qu'il est le véritable stratège du 16 mai, 3000 islamistes ont été

arrêtés et jugés sans qu'on puisse prouver quoi que ce soit contre eux. Les seuls au monde à ne pas être revendiqués, du moins jusqu'à présent, les attentats de Casablanca demeurent un mystère. D'ailleurs, dans les couloirs du Parlement, plusieurs députés et conseillers soulèvent discrètement ce sujet et se posent des questions dont ils n'ont toujours pas de réponse mais personne n'a osé exercer son pouvoir et interpellé le ministre de l'Intérieur sur ces attentats. De quoi ont-ils peur ? Ou aborder les attentats de Casablanca est-il tabou ? En tout cas, l'adoption en un temps record de la loi anti-terroriste semble avoir dissuadé beaucoup de fourrer leur nez dans une affaire pareille. ■



Quel était le pacte secret de Hassan II avec Youssoufi ?



C'est en tout cas l'ex-Premier ministre de l'alternance qui l'a lui-même affirmé dans un entretien avec le quotidien Le Monde. "Devant un Coran posé sur son bureau, Hassan II a prononcé une formule qui nous engageait à travailler ensemble pour l'intérêt du pays et à nous apporter une assistance réciproque". Quel était l'objet de ce serment ? Personne ne peut l'affirmer avec certitude aujourd'hui. On avance ici et là que Hassan II avait voulu garder la mainmise sur certains dossiers comme celui des droits de l'Homme si cher à la gauche marocaine, ou encore la Moudawana. Le roi savait son heure proche, il voulait avoir l'assurance